DECRET N° 83-364 du 12 Octobre 1983

Portant ratification de l'Accord Créant la Grande Commission Mixte de Coopération Bénino-Voltaïque.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et la Loi N° 83-001 du 3 Février 1983 qui l'a complétée ;
- VU le décret N° 82-441 du 30 décembre 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU le décret N° 83-320 du 8 Septembre 1983 transmettant au Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification, l'Accord portant Création de la Grande Commission Mixte de Coopération Bénino-Voltaïque ;
- VU la décision N° 83-68/ANR/CP/P du 5 Octobre 1983 autorisant la ratification de l'Accord portant création de la Grande Commission Mixte Bénino-Voltaïque.

DECRETE :

Article 1er. - Est ratifié l'Accord portant création de la Grande Commission Mixte de Coopération Bénino-Voltaïque signé à Cotonou le 6 Juillet 1983 et dont le texte se trouve ci-joint.

Article 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 12 Octobre 1983

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Pour le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération absent, le
Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
Publique, chargé de l'intérim,

Alou
.....
Michel ALLADAYE

Ampliations : PR 8 SA/CC/PRPB 4 CE/ANR 4 CPC 6 PPC 2 MAEC 4 Autres
Ministères 27 SGG 4 SPD 2 DPE-DLC-INSAM 6 BCP 2 IGE et ses Sections
4 DCCT-ONEPI-Gde Chanc 3 République de Haute-Volta 4 UMB-F.SJEP-
BB-DAN 8 Préfets 6 JORPB 1.-

ACCORD PORTANT CREATION DE LA GRANDE
COMMISSION MIXTE DE COOPERATION BENINO-VOLTAIQUE

La République Populaire du BENIN d'une part,
La République de HAUTE-VOLTA d'autre part,

Ci-après dénommées "Parties Contractantes" ;

- Conscientes des liens historiques indissolubles, de fraternité et de bon voisinage qui unissent les deux pays ;
- Guidées par leur Commune volonté de renforcer les liens de solidarité et de concorde entre les Peuples Béninois et Voltaïque ;
- Désireuses d'intensifier et de consolider la coopération entre les deux pays, dans les domaines politique, économique, social et culturel ;

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER : Les deux Parties Contractantes instituent par le présent Accord, une Grande Commission Mixte de Coopération Bénino-Voltaïque, ci-après dénommée "LA GRANDE COMMISSION".

ARTICLE 2 : LA GRANDE COMMISSION est composée des Ministres des Affaires Etrangères et selon que de besoin d'autres Ministres assistés de leurs experts.

ARTICLE 3 : La Grande Commission a pour but :

- de promouvoir la croissance économique et le progrès social et de développer à cette fin les échanges économiques, sociaux, culturels, techniques et scientifiques entre les deux pays.
- de définir les orientations à donner aux relations entre les deux pays en matière :
 - a) de coopération économique notamment dans le domaine des Transports ;
 - b) d'échanges commerciaux ;
 - c) de coopération culturelle, scientifique et technique ;
- d'oeuvrer à une entente régionale, notamment en procédant à des consultations et à des concertations sur les grandes questions africaines et internationales ;
- d'élaborer et de soumettre à l'approbation des deux Gouvernements des propositions de nature à renforcer les relations dans les domaines ci-dessus visés ;

.../...

- de résoudre les problèmes qui pourraient naître de l'application des Accords ou Conventions conclus ou à conclure entre les deux pays dans les domaines précités ;
- de régler tous les problèmes que connaîtraient les ressortissants de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre.

ARTICLE 4 : Pour atteindre ces objectifs, la GRANDE COMMISSION se réunit au moins une fois par an en session ordinaire, alternativement au BENIN et en HAUTE-VOLTA ou en session extraordinaire à la demande de l'une des parties. Les réunions de la Grande Commission sont présidées par le Ministre des Affaires Etrangères ou tout autre Ministre désigné par le pays hôte.

LA GRANDE COMMISSION peut créer, en tant que de besoin, des Comités ad'hoc pour l'étude approfondie des questions dont elle aura noté le caractère urgent ou spécifique.

Les conclusions des Comités ad'hoc sont soumises à l'approbation de la GRANDE COMMISSION.

ARTICLE 5 : Chaque réunion de la Grande Commission est sanctionnée par un Procès-Verbal signé des deux Chefs de Délégations.

Ses recommandations sont soumises à l'approbation des deux Gouvernements.

ARTICLE 6 : La durée de validité du présent Accord est de 5 ans. Il est renouvelable, par tacite reconduction, chaque fois pour la même période à moins que l'une des Parties Contractantes décide d'y mettre fin.

Le cas échéant, la procédure prévue à l'alinéa 2 de l'Article 7 ci-dessous est applicable.

Cette demande devra être satisfaite au plus tard dans un délai de 6 mois.

Les amendements, révisions, interprétations ou toute autre décision prise en application du présent Accord entreront en vigueur dès échange des notes diplomatiques consacrant leur approbation par les "Parties Contractantes".

ARTICLE 7 : Chacune des Parties Contractantes pourra à tout moment, dénoncer le présent Accord.

Cette dénonciation prendra effet six mois après sa notification par écrit à l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 8 : Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire à la date de sa signature et à titre définitif à la date de l'échange des instruments de ratification y afférents.

Fait à COTONOU, le 6 Juillet 1983

POUR LA REPUBLIQUE DE
HAUTE-VOLTA

Michel KAFANDO

Ministre des Affaires
Etrangères et de la
Coopération.

POUR LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DU BENIN

Tiamiou ADJIBADE

Ministre des Affaires
Etrangères et de la
Coopération.